

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle *Perspectives politiques n° 3*

## La triple crise : les responsabilités de soin, le travail rémunéré et les revenus des travailleuse·eur·s de l'informel sous l'effet de la COVID-19

Ana Carolina Ogando, Michael Rogan et Rachel Moussié

### Conclusions principales

---

Entre février et juin 2020 :

1. Les travailleuses de l'informel qui déclarent voir augmenter leurs responsabilités de soin — notamment la cuisine, le nettoyage, la garde d'enfants et le soin aux malades et aux personnes âgées — ont travaillé moins de jours et gagné moins que les autres travailleuse·eur·s de l'informel.
2. Les hommes qui déclarent avoir plus de responsabilités de soin ont travaillé moins de jours, mais n'ont pas accusé de baisse significative de leurs revenus par rapport aux autres hommes travaillant dans l'économie informelle.
3. Les femmes et les hommes qui affirment devoir assumer plus de responsabilités en matière de soin ont dû recourir à des stratégies consommatrices d'actifs qui aggravent la pauvreté intergénérationnelle. Pour les femmes travailleuses du secteur informel, cette situation mine leurs capacités à long terme.

### Recommandations en matière de politiques

---

1. Des investissements ambitieux consacrés à la protection sociale universelle et aux services publics accessibles, dont la garde d'enfants, les soins de santé et le soin aux personnes âgées, sont indispensables si l'on veut rétablir les moyens de subsistance des travailleuse·eur·s du secteur informel, créer de nouvelles possibilités de travail décent dans le secteur de soin et combattre la pauvreté des ménages des travailleuse·eur·s de l'informel.

2. Afin que les travailleuses de l'informel puissent en bénéficier de manière égale, il faut que le soutien ciblé aux micro et petites entreprises de l'économie informelle et les programmes publics pour l'emploi donnent prévoient des services de garde d'enfants de qualité.
  3. Dans la mesure où les femmes assument proportionnellement plus de tâches de soin non rémunérées, situation qui ne va pas sans conséquences sur leur participation à plusieurs niveaux, y compris au sein de leurs propres organisations de travailleuse·eur·s, sans soutien, leur capacité actuelle de diriger, de porter secours, de diffuser des informations et de se prévaloir des services gouvernementaux sera profondément atteinte.
- 

La pandémie de COVID-19 peut être comprise comme étant une crise à trois volets. C'est-à-dire qu'une crise de santé publique à l'origine, suivie d'un train de mesures (confinement, clôture des frontières et distanciation sociale) prises par les gouvernements pour endiguer la propagation du virus, entraînant inévitablement une crise économique, s'est soldée, sous l'effet conjugué de ces mesures, ainsi que la clôture des crèches et des écoles, par une crise de soin. Coincées à domicile lors des périodes de confinement de 2020, les familles ont passé plus de temps à se faire à manger, à faire le nettoyage et à s'occuper des uns des autres étant membres du ménage. À mesure qu'on assouplissait les mesures de confinement, mais que les écoles et les crèches sont restées fermées, les travailleuse·eur·s du secteur informel se sont trouvées confrontées à la difficulté de scolariser leurs enfants et de s'occuper d'eux à domicile, difficulté qui a également ralenti leur retour au travail et réduit sensiblement leurs revenus. Qui plus est, outre le risque de perte de revenus, les travailleuse·eur·s du secteur informel sont plus susceptibles de contracter la COVID-19 en raison des risques liés à la santé et à la sécurité au travail et du fait qu'ils bénéficient moins des infrastructures de base, tant à domicile que sur le lieu de travail.

Dans tout le Sud, les femmes de la classe ouvrière, dont les handicaps se chevauchent du fait de leur secteur d'activité, de leur appartenance ethnique, de leur caste ou de leur statut de migrantes, assumaient, avant la pandémie, une proportion inégale du travail de soin non rémunéré, imitant ainsi le temps consacré au travail rémunéré ou non, sans compter que cette situation les a reléguées aux formes les plus vulnérables du travail informel. C'est dire si la trilogie de crise n'accentue pas les inégalités entre les sexes dans l'économie informelle, [ONU Femmes estimant que les revenus des travailleuses du secteur informel ont chuté de 60 % dès le premier mois de la pandémie](#), écartant probablement et définitivement nombre d'entre elles du marché du travail et les plongeant à long terme dans l'extrême pauvreté.

Tirant parti des données de [l'étude conduite par WIEGO et intitulée « La croise de la COVID-19 et l'économie informelle »](#), nous mettrons en évidence l'impact que les responsabilités de soin accrues non rémunérées ont sur le temps dont disposent femmes et hommes pour le travail rémunéré, ainsi que sur leurs revenus et leurs avoirs, sachant bien entendu que, dans ce premier tour de l'enquête, l'impact de la crise de santé publique sur les responsabilités de soin non rémunérées n'est pas encore visible.

## Villes comprises dans l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO



- |                             |                            |
|-----------------------------|----------------------------|
| 1- Accra (Ghana)            | 7- Durban (Afrique du Sud) |
| 2- Ahmedabad (Inde)         | 8- Lima (Pérou)            |
| 3- Bangkok (Thaïlande)      | 9- Mexico (Mexique)        |
| 4- Dakar (Sénégal)          | 10- Pleven (Bulgarie)      |
| 5- Dar es Salaam (Tanzanie) | 11- New York (États-Unis)  |
| 6- Delhi (Inde)             | 12- Tiruppur (Inde)        |

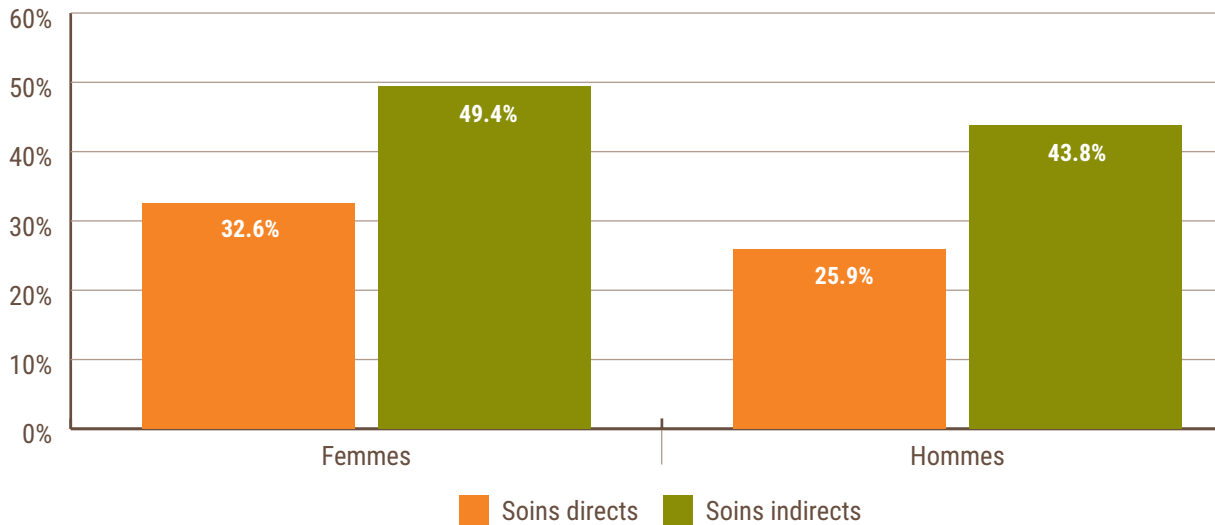
### Temps occupé par un travail rémunéré

Les travailleurs de l'informel, femmes et hommes, font état d'une intensification de leur charge de soin non rémunérée, travail qui peut se subdiviser en responsabilités de soin direct et indirect, les premières désignant, d'après l'enquête, le soin prodigué aux enfants et aux personnes malades et âgées au sein des ménages et des communautés, les secondes englobant la cuisine et le nettoyage, contribuant ainsi au soin direct.

Dans le contexte de la pandémie, les responsabilités de soin indirect englobent les mesures d'hygiène supplémentaires visant à protéger les travailleuse·eur·s et leur famille contre la contagion virale. Ce constat ressort notamment des entretiens avec les travailleuse·eur·s de l'informel, par exemple, les vendeuse·eur·s de rue et les récupératrice·eur·s de matériaux qui continuent de travailler dans l'espace public, comme l'explique un vendeur de rue de Bangkok, en Thaïlande :

*« Il fallait enlever les vêtements à l'extérieur de la maison... Nous les faisons bouillir pour les désinfecter. Quant à l'argent reçu des clients, s'il s'agissait de pièces, nous les mettions dans de l'eau chaude, bouillante ; s'il s'agissait de billets, nous les passons à la vapeur, pensant que cela pourrait nous aider à les désinfecter. C'était fatiguant, mais je devais le faire parce que j'ai de jeunes enfants et que je suis à risque en cas d'hyperglycémie. »*

**Figure 1 : Pourcentage de femmes et d'hommes ayant déclaré une augmentation de leurs responsabilités de soin direct et indirect**



Source : Calculs des auteurs d'après l'étude WIEGO sur les 12 villes (2020)

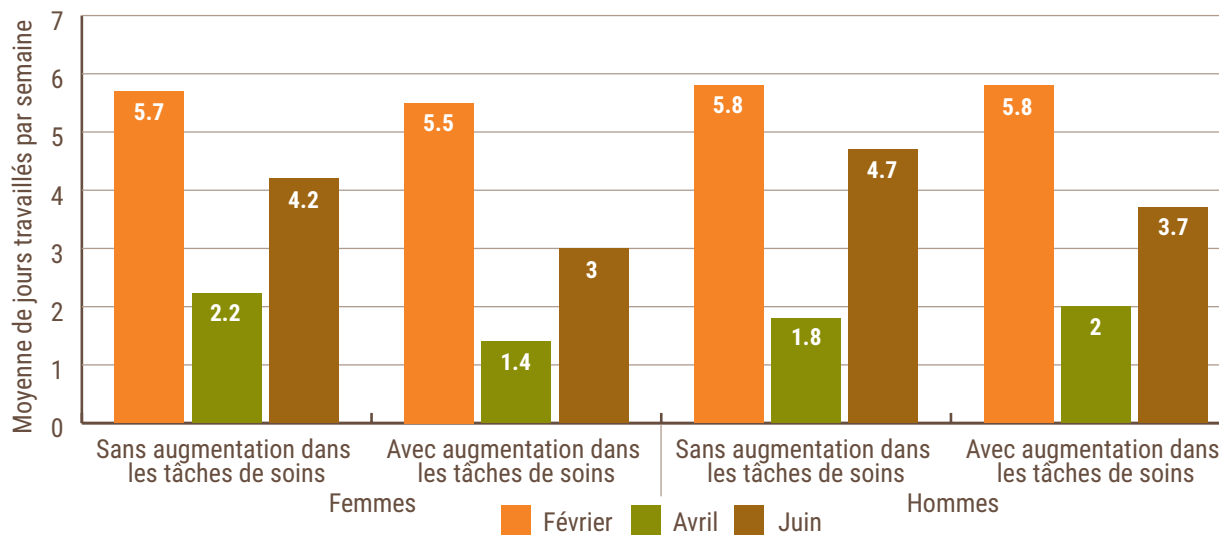
Les entretiens avec les leaders des travailleurs ont également permis de cerner le temps que les femmes consacrent à la scolarisation à domicile, tâche qui nécessite un encadrement aux heures de travail et des dépenses supplémentaires en termes d'achat de données et d'emprunt d'un téléphone intelligent, une réalité que les travailleuse·eur·s à domicile de Tiruppur, Ahmedabad et Delhi, en Inde, et de Pleven, en Bulgarie, ont particulièrement mise en évidence. Une travailleuse à domicile à Ahmedabad l'a évoqué :

*« Auparavant, [les travailleuse·eur·s à domicile] envoyaient leurs enfants à l'école et travaillaient librement à la maison selon un horaire qui leur convenait. Mais, ces jours-ci, elles doivent s'occuper de leurs enfants, les faire suivre des cours en ligne et les aider à faire leurs devoirs. »*

Les hausses constatées quant aux responsabilités de soin indirect et direct sapent les capacités des aidants naturels et des bénéficiaires de soin, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives à long terme.

**Tendances intersectorielles :** En termes d'augmentations, les responsabilités de soin direct et indirect présentent des ressemblances frappantes chez les vendeuse·eur·s de rue, les récupératrice·eur·s de matériaux et les travailleuse·eur·s à domicile, trois groupements où entre 40 et 50 % des femmes ont dit que la charge de soin direct avait augmenté, tandis qu'un peu plus de 60 % des femmes ont déclaré une augmentation de leur charge de soin indirect. La plus grande différence entre les sexes semble se produire chez les vendeuse·eur·s de rue dont près de 80 % des femmes et environ 50 % des hommes ont vu leur travail de soin, quel qu'en soit le type, augmenter pendant la crise. Chez les récupératrice·eur·s de matériaux, environ 70 % des femmes et 60 % des hommes ont signalé une augmentation du travail de soin.

**Figure 2 : Jours travaillés par sexe et augmentation des responsabilités de soin**



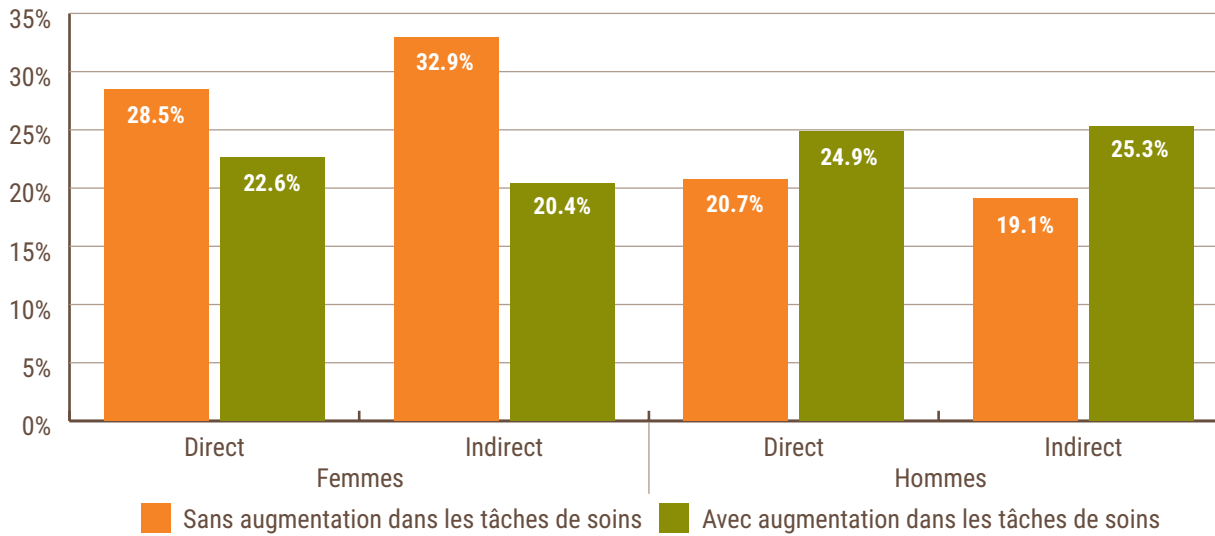
Source : Calculs des auteurs d'après l'étude WIEGO sur les 12 villes (2020)

Dans les douze villes étudiées, les hommes et les femmes travaillaient un peu moins de six jours au cours d'une semaine normale avant la pandémie. En avril, alors que les travailleurs vivaient pour la plupart sous les restrictions édictées par la ville, les femmes ayant déclaré une augmentation de la charge de soin non rémunérée ont dit avoir travaillé en moyenne 1,4 jour par semaine. Aux mois de juin et juillet, les femmes qui ont dit avoir vu leur charge de soin augmenter semblaient moins susceptibles de retrouver leur niveau de travail d'avant la crise. Les hommes aux responsabilités de soin accrues étaient également moins sujets à retrouver leur moyenne de jours de travail d'avant la crise puisqu'ils travaillaient quatre jours par semaine par rapport aux hommes qui n'avaient pas de charge de soin accrue non rémunérée et qui travaillaient près de six jours par semaine en juin.

## Revenus

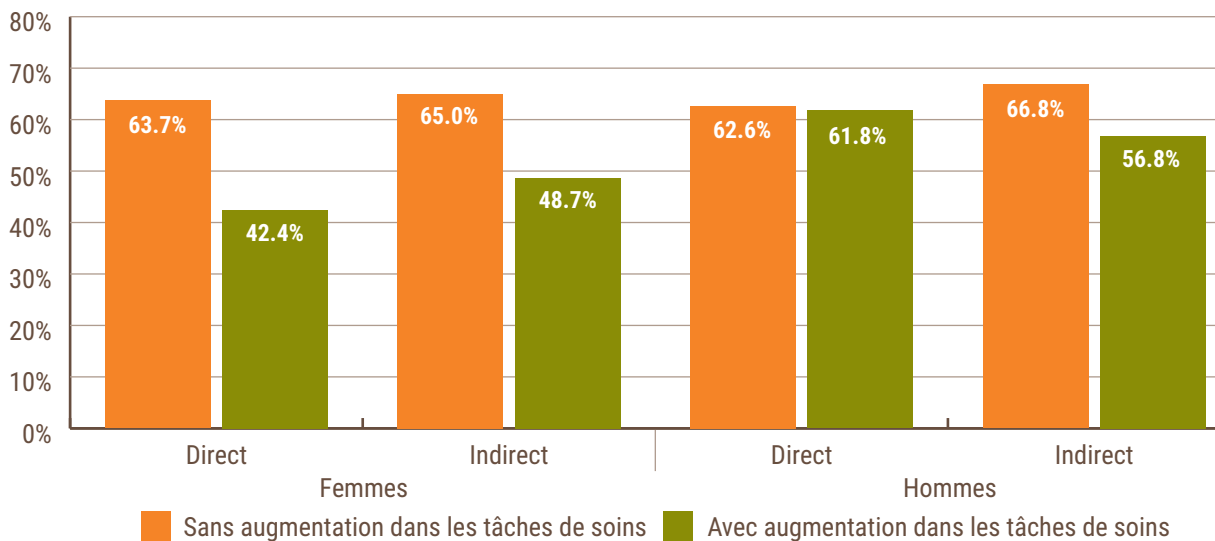
La diminution du temps consacré au travail rémunéré a entraîné chez tout·e·s les travailleuse·eur·s de l'informel une baisse des revenus en avril et en juin, comme l'indiquent les figures 3 et 4. Cela dit, les femmes dont les responsabilités de soin non rémunérées ont augmenté ont eu des revenus inférieurs à ceux de tous les autres travailleurs de l'informel pendant les périodes de confinement et à mesure que les restrictions se sont allégées. De fait, chez les hommes ayant une plus grande charge de soin direct et indirect, on a constaté une augmentation de leurs revenus en avril et une baisse insignifiante en juin par rapport aux autres hommes, ce qui signifie que, pour redresser leurs revenus, les femmes qui travaillent dans le secteur informel et dont les responsabilités de soin direct et indirect sont plus importantes devront bénéficier d'un soutien supplémentaire.

**Figure 3 : Salaire d'avril en pourcentage du salaire pré-COVID-19 par sexe et responsabilités de soin par type d'augmentation**



Source : Calculs des auteurs tirés de l'étude WIEGO sur les 12 villes (2020)

**Figure 4 : Salaire de juin en pourcentage du salaire pré-COVID-19 par sexe et responsabilités de soin par type d'augmentation**



Source : Calculs des auteurs tirés de l'étude WIEGO sur les 12 villes (2020)

La baisse des revenus se traduit par une insécurité alimentaire, un stress, voire des tensions plus grandes et parfois des violences subies de manière disproportionnée par les femmes travailleuses de l'informel par rapport aux hommes. Tel est le constat qui ressort des entretiens avec des travailleuses dans des villes indiennes, à Mexico (Mexique) et à Lima (Pérou), comme en témoigne une employée de maison de Mexico :

*« La charge de travail double, triple, amène un fardeau physique, l'alourdit, de même que la charge mentale, psychologique. »*

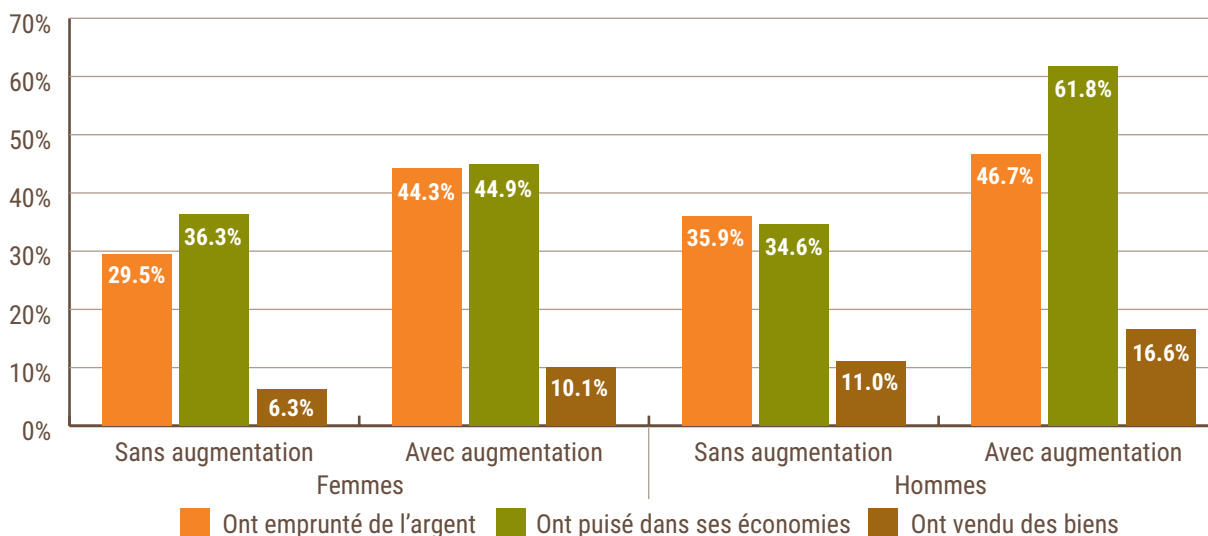
Les vendeuses de rue et les récupératrices de matériaux dans plusieurs villes (Accra, Dakar, Delhi, Durban, Lima et Mexico) ont, elles aussi, font état de difficultés liées à la garde des enfants et à la capacité d'assurer leurs moyens de subsistance. À ce propos, celui du redressement des revenus, les implications à long terme ont été exprimées par une vendeuse de rue à Delhi :

« Si je ne gagne rien vu les circonstances actuelles, comment vais-je m'occuper de la famille et de mes enfants en bas âge ? Nous avons peur de sortir travailler et de prendre les enfants avec nous. Avec qui vais-je les laisser, où puis-je les laisser ? Mais, là encore, si j'arrête de travailler, je ne mangerai pas. »

## Stratégies consommatrices d'actifs

Pour faire face à ces circonstances désastreuses, les travailleuse-eur-s de l'informel épuisent les quelque avoirs dont ils disposent pour couvrir les coûts des besoins de base. Les femmes et les hommes qui déclarent avoir vu s'accroître les responsabilités de soin sont également plus susceptibles d'emprunter de l'argent, de puiser dans leurs économies ou de vendre leurs biens (Figure 5).

**Figure 5 : Pourcentage de répondants qui ont recouru à des stratégies consommatrices d'actifs selon qu'il y a eu ou non une augmentation des responsabilités de soin**



Au-delà de la perte immédiate de revenus, cette tendance fait apparaître une aggravation de la pauvreté et des inégalités hommes-femmes au sein des ménages où les personnes à charge requièrent des soins. Sans un investissement accru des gouvernements dans la protection sociale et les services publics, en particulier la fourniture de soins de santé, de services de garde d'enfants abordables et d'infrastructures de base qui permettent de redistribuer les responsabilités de soin assumées par les femmes, les effets de la triple crise se feront sentir pendant longtemps et sur les nombreuses générations dont la survie dépend des moyens de subsistance à la disposition des travailleuse-eur-s de l'informel.

**La crise de la COVID-19 et l'économie informelle** est un travail collaboratif entre le réseau mondial Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO, par son acronyme en anglais) et des organisations partenaires locales représentant des travailleuse-eur-s de l'informel à 12 villes : Accra, Ghana ; Ahmedabad, Inde ; Bangkok, Thaïlande ; Dakar, Sénégal ; Dar es Salaam, Tanzanie ; Delhi, Inde ; Durban, Afrique du Sud ; Lima, Pérou ; New York, États-Unis ; Pleven, Bulgarie ; Ville de Mexico, Mexique ; et Tiruppur, Inde. Cette étude longitudinale à méthodes mixtes comprend des enquêtes à des travailleuse-eur-s de l'informel et des entretiens semi-structurés avec des leaders de ces travailleuse-eur-s et d'autres informatrice-eur-s clé-e-s, menés par téléphone. La deuxième phase sera effectuée au premier semestre de 2021. Pour de plus amples renseignements, visitez [wiego.org/etude-sur-la-crise-de-la-covid-19-et-leconomie-informelle](http://wiego.org/etude-sur-la-crise-de-la-covid-19-et-leconomie-informelle).

**Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation** (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez [francais.wiego.org](http://francais.wiego.org).



Ce travail a été effectué à l'aide d'une subvention du **Centre de recherches pour le développement international**, Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil de Gouverneurs.

